

COMMUNE de CHATUZANGE LE GOUBET
MODIFICATION N°4
DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Approbation de la modification n°4

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 13 juin 2018

Date de transmission au Préfet : le 15 juin 2018

Mesures de publicité :

- Affichage en mairie : à compter du 18 juin 2018
- Insertion dans la presse : le 21 juin 2018 (l'Impartial) et le 22 juin 2018 (Le Dauphin)

Date à laquelle la délibération devient exécutoire :

22 juin 2018

Contrôle de légalité :

- Date de la lettre au maire : le 10 août 2018
- Observations :
 - Demande de rétablissement de l'arbre repéré au plan de zonage sur la parcelle BH 24 et de la haie remarquable identifiée sur les parcelles AV 257 et 259,

Nature et date de l'acte : Délibération rectificative du Conseil Municipal du 26 septembre 2018

Date de transmission au Préfet : 26 septembre 2018

Mesures de publicité :

- Affichage en mairie : à compter du 28 septembre 2018
- Insertion dans la presse : le 03 octobre 2018 (Le Dauphiné et l'Impartial)

Date à laquelle la délibération devient exécutoire :

03 octobre 2018

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

Signé Tanguy QUEINEC

Copie : SATR/PA – unité territoriale Nord

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2018.91 Séance du 26 septembre 2018

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 26 septembre 2018 à 20h30, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 20 septembre 2018 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Jean-Marc ANDRÉ, M. Michel FAURE, Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Nathalie VALETTE, M. Michel BOURGEOIS, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : M. Daniel ABRIAL à M. Michel FAURE, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Nadine NICOLAS à M. Roger-Pierre ROLLAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Laurence LOPES DA SILVA.

Conseillers municipaux présents : 21

M. Roger-Pierre ROLLAND a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la procédure de modification n° 4 du PLU : modificatifs apportés à la délibération N°2018.56 du 13 juin 2018 et au dossier d'approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L101-1 à L101-3 et les articles L153-36 à L153-44 ;
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme, qui a fait l'objet d'une mise en compatibilité approuvée le 6 février 2014, d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 16 juin 2014, d'une modification de droit commun n°1 approuvée le 20 juin 2014 et des modifications de droit commun n°2 et n°3 approuvées le 4 juin 2015 ;
Vu l'arrêté du Maire n°2017.131 du 21 avril 2017 prescrivant la modification n°4 du plan local d'urbanisme ;
Vu la délibération n°2018.56 du 13 juin 2018 approuvant la modification N°4 du PLU ;
Vu la lettre de recours gracieux de Monsieur le Préfet de la Drôme en date du 10 août 2018 demandant la suppression de 2 points inscrits dans la délibération du 13 juin 2018 à savoir :
- l'introduction d'un STECAL afin de permettre un projet d'extension d'une activité de restauration
- la suppression de 2 éléments remarquables du paysage ;

Considérant qu'en application de l'article L153-31 du code de l'urbanisme, la réduction d'un périmètre d'une protection édictée en raison de la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels relève de la procédure de révision du PLU et non d'une procédure de modification et que par conséquent il convient de rétablir l'arbre repéré au plan de zonage sur la parcelle BH n°24 et la haie remarquable identifiée sur les parcelles cadastrées AV 257 et 259 ;
Considérant que le STECAL créé sur la parcelle AH 90 afin de permettre une extension de 30m² du restaurant existant peut être maintenu compte tenu de son caractère exceptionnel et très limité ;
Considérant que les secteurs Np supprimés par la délibération n°2018.56 du 13 juin 2018 ont été maintenus par erreur sur les documents graphiques et que par conséquent il convient de rectifier cette erreur matérielle ;
Considérant qu'il convient donc de modifier la délibération n°2018.56 du 13 juin 2018 sur ces différents points ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **MODIFIE** la délibération n°2018.56 du 13 juin 2018 approuvant la modification du plan local d'urbanisme n°4 et rétablit l'arbre repéré au plan de zonage sur la parcelle BH n°24 et la haie remarquable identifiée sur les parcelles cadastrées AV 257 et 259 ;
- **DIT** que l'ensemble des pièces : rapport de présentation complémentaire, règlement, OAP et documents graphiques seront mis en cohérence ;
- **PRECISE** que les autres points de la modification N° 4 du PLU approuvés par délibération n°2018.56 ne sont pas modifiés ;

- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité ;
- **DIT** que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



COMMUNE de CHATUZANGE LE GOUBET
DÉCLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ n°3
DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Approbation de la mise en compatibilité n°3

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 08 août 2018

Date de transmission au Préfet : 10 août 2018

Mesures de publicité :

- Affichage en mairie : le 13 août 2018
- Insertion dans la presse : le 16 août 2018 (Dauphiné Libéré-l'Impartial)

Contrôle de légalité :

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire :

16 août 2018

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale Nord



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2018.68 Séance du 8 août 2018

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 8 août 2018 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 2 août 2018 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Jean-Marc ANDRÉ, M. Michel FAURE, Mme Nadine NICOLAS, Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Nathalie VALETTE, M. Michel BOURGEOIS, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Aurélie FÉLIX, Mme Laurence THON à M. Gérard ALLIBE, M. Daniel ABRIAL à M. Michel FAURE.

Conseillers municipaux présents : 21

M. Michel FAURE a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la déclaration de projet N°3 emportant mise en compatibilité du PLU en vue de la réalisation du village de santé à Pizangon

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;
Vu la mise en compatibilité du PLU approuvée le 6 février 2014 suite à une déclaration de projet n°1, la modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 16 juin 2014, la modification n°1 du PLU approuvée le 20 juin 2014, les modifications n°2 et n°3 du PLU approuvées le 4 juin 2015 et la modification n°4 approuvée le 13 juin 2018 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 24 février 2018 relative au projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizangon ;
Vu l'arrêté du Maire n°2018.162, en date du 15 mai 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la déclaration de projet n°3 emportant mise en compatibilité du PLU ;
Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées tenue le 15 mai 2018 ;
Vu le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur assorti d'une réserve et de 4 recommandations ;
Vu le dossier de déclaration de projet portant sur le projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizangon emportant mise en compatibilité du PLU annexé à la présente délibération ;

M. le rapporteur expose :

Par arrêté n°2018.162, en date du 15 mai 2018 Monsieur le Maire a prescrit l'ouverture, en mairie de Chatuzange le Goubet, d'une enquête publique du 4 juin 2018 jusqu'au 6 juillet 2018 inclus. Cette enquête a porté :

- d'une part sur l'intérêt général du projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizangon,
- d'autre part sur la mise en compatibilité du PLU avec le projet.

Rappel du projet :

Par délibération du Conseil municipal en date du 24 février 2018, la commune de Chatuzange le Goubet a lancé la réalisation d'un « village de santé » à Pizangon. L'emprise foncière support du projet porte sur la parcelle ZA 422 d'une superficie d'environ 8200 m² desservie par la rue du Vercors. Cette emprise, délimitée au Nord par le lotissement « Les Chênes Verts » et à l'Est par la salle de sport « Platinium », est en continuité de la zone urbaine de Pizangon. Cette parcelle est classée en zone « AU » non indiquée au PLU.

Déroulement de la procédure :

Préalablement à l'ouverture de l'enquête et conformément aux dispositions l'article L153-54 du code de l'urbanisme, le dossier de déclaration de projet a été transmis aux personnes publiques associées (PPA). Une réunion d'examen conjoint avec ces PPA a été organisée le 15 mai 2018.

Conformément au procès-verbal de synthèse de la réunion d'examen conjoint avec les PPA, le dossier d'approbation de la déclaration de projet n°3 prend en compte les remarques formulées, à savoir :

- l'intégration d'une disposition en vue de l'aménagement d'un local pour les vélos au sein du village de santé dans le règlement écrit ;
- l'intégration d'une disposition interdisant les constructions à usage d'habitation dans le règlement écrit ;
- l'intégration d'une disposition qui réglemente le stationnement dans le règlement écrit ;

l'intégration d'une disposition qui régleme la part des espaces vert dans le règlement écrit du PLU ;
l'introduction d'un complément d'argumentaire justifiant l'intérêt général du projet de Village de santé au regard notamment de l'inscription du projet de village de santé dans une logique de complémentarité des équipements à l'échelle supra communale.

Déroulement de l'enquête publique et avis du commissaire enquêteur :

M. Bernard Brun a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal administratif de Grenoble.

Conformément à l'arrêté n°2018.162, en date du 15 mai 2018, l'enquête publique s'est tenue du 4 juin 2018 jusqu'au 6 juillet 2018 inclus. Le dossier d'enquête et le registre destiné au recueil des observations du public, ont été laissés à la disposition du public en mairie. Il a pu être consulté sur un poste informatique en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture et a été mis à disposition sur le site internet de la commune.

Le commissaire enquêteur a assuré 4 permanences : le lundi 4 juin 2018 de 14 h à 17h30, le samedi 16 juin 2018 de 9 h à 12 h, le mercredi 27 juin 2018 de 8 h à 11 h et le vendredi 6 juillet 2018 de 14 h à 17h30.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le 24 juillet 2018 et a émis un avis favorable assorti d'une réserve et de 4 recommandations à la déclaration de projet n°3 relative au projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizançon emportant mise en compatibilité du PLU :

- Réserve émise par le commissaire enquêteur :
« Pour permettre une meilleure compréhension du cadre réglementaire du projet, une nouvelle zone Us sera créée en remplacement du secteur Uds envisagé, le règlement de cette zone devant tenir compte des réponses formulées par la commune aux diverses interrogations formulées sur les occupations et utilisations du sol interdite et/ou admises, les implantations des constructions par rapport aux voies et emprise publique et aux limites séparatives, sur le stationnement et sur les plantations ».
La commune est favorable à la prise en compte de cette observation et décide en conséquent de créer une zone « Us » spécifique au projet de village de santé et dont le règlement écrit prend en compte des remarques du Commissaire enquêteur.
- **La réserve est donc levée.**
- Recommandations émises par le commissaire enquêteur :
 - recommandation n°1 : « La commune devrait compléter la notice de présentation du dossier et en particulier son chapitre 2-le projet, en présentant une vision globale des structures médicales à l'échelle d'agglomération ».
La commune a indiqué dans le dossier de déclaration de projet que le village de santé s'inscrit en cohérence avec la dynamique intercommunale, dans une logique de complémentarité. Complémentarité qui a été soulignée par la ville de Bourg-de-Péage dans l'édito du bulletin municipal n°83 d'avril 2018. La commune estime donc que le dossier de déclaration de projet est suffisamment argumenté sur ce point.
 - recommandation n°2 : « Le rapport de présentation du PLU pourrait être complété par les éléments de diagnostic ayant conduit à envisager un projet de village de santé. Pour le moins, dans le cadre de la révision engagée depuis plusieurs années, le futur rapport de présentation devrait justifier ce choix ».
La commune a mis en avant dans le dossier de déclaration de projet un double constat : le fait que l'offre de santé doit être étoffée et complétée afin de répondre aux besoins d'une population en augmentation régulière et le fait que la quasi-totalité de l'offre médicale est située sur le bourg du Goubet et que l'offre médicale doit être développée sur le secteur de Pizançon qui compte plus de 2400 habitants et qui fait partie du pôle urbain continu de Bourg de Péage/Romans-sur-Isère.
De plus, le dossier précise que le village de santé est réalisé à l'initiative des professionnels de la santé qui ont identifié localement les besoins en matière d'équipements de santé. Enfin, le projet s'inscrit en cohérence avec les orientations du Schéma de cohérence territoriale du Grand Rovaltain qui fixe notamment pour objectif : « l'ouverture de maisons, de centres et de pôles de santé pluridisciplinaires qui participent à l'installation de médecins sur le Grand Rovaltain » (DOO, p. 100). Ces éléments de diagnostic semblent suffisants pour justifier la réalisation du projet de village de santé à Pizançon et pourront, le cas échéant, être complétés dans le cadre du rapport de présentation du PLU en cours de révision.
 - recommandation n°3 : « Le PADD devrait a minima décrire le projet de village de santé envisagé et expliciter le classement du secteur, dans l'attente de la révision du PLU ».
La commune constate que le projet de village de santé ne va pas à l'encontre du PADD en vigueur qui fixe notamment comme orientation de « Restructurer le village de Pizançon » en favorisant « une centralité de village ». La commune estime donc que le PADD en vigueur n'a pas besoin d'être modifié et rappelle que le PADD débattu dans le cadre de la révision générale du PLU mentionne le projet de village de santé.
 - recommandation n°4 : « L'OAP pourrait être complétée par un plan de masse plus lisible indiquant les principales orientations en termes d'implantation des bâtiments et de structuration des espaces de circulation piétons, automobiles et des espaces plantés, et, dans son texte, que les parties communes seront transférées ultérieurement au domaine communal ».

La commune indique que la définition même d'une OAP est de proposer des principes généraux d'aménagement et non pas un plan masse, conformément à l'article R151-6 du CU. La commune estime donc que l'OAP peut être maintenue en l'état.

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements présentés ci-avant ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet de réalisation d'un « village de santé » à Pizançon ;
- **APPROUVE** la mise en compatibilité du PLU en vue de la réalisation d'un « village de santé » à Pizançon ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité ;
- **DIT** que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet.

La présente délibération, accompagnée du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,




@ 31/7/2018

↳ Catherine
Pour Ma J sup
dans l'annexe
+ SUDOT

Arrêté n°2018.182 du 25 juin 2018
portant sur la mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Chatuzange le
Goubet

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-60 et R.153-18 ainsi que les articles L151-43 et R151-51, relatif au contenu des annexes du PLU ;

Vu la délibération du conseil municipal n°2012.96 en date du 20 novembre 2012, approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu le décret EQUR9101449D du 21 octobre 1991 relatif à l'interdiction d'accès sur l'autoroute A49 ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté.

ARRÊTE

Article 1 – Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Chatuzange le Goubet est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe de celui-ci, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

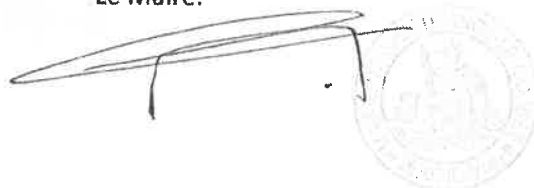
Article 2 – Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 – Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Directeur départemental des Territoires.

Fait à Chatuzange le Goubet,
Le 25 juin 2018

Christian GAUTHIER,
Le Maire.



**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ESPACE**

Décret du 21 octobre 1991 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de l'autoroute A 49 Voreppe (A 48)-Bourg-de-Péage (R.N. 532) et mettant en compatibilité les plans d'occupation des sols des communes de Moirans, Saint-Quentin-sur-Isère, Tullins, Vinay, Saint-Bonnet-de-Chavagne dans le département de l'Isère et de Bourg-de-Péage, Hostun et Chatuzange-le-Goubet dans le département de la Drôme

NOR : EQU9101449D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 11-5 et R. 15-1 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article L. 123-8 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la loi n° 62-933 du 8 août 1962 modifiée complémentaire à la loi d'orientation agricole, notamment son article 10, modifié par la loi d'orientation agricole n° 80-502 du 4 juillet 1980, ensemble les règlements pris pour son application ;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature, notamment son article 2, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application ;

Vu l'article 73 de la loi d'orientation agricole n° 80-502 du 4 juillet 1980 ;

Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et le décret n° 84-617 du 17 juillet 1984 pris pour l'application de l'article 14 de cette loi ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, ensemble le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application ;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat statuant au contentieux, en date du 19 septembre 1990, annulant le décret du 6 mai 1988 par lequel avaient été déclarés d'utilité publique les travaux de construction de l'autoroute A 49 Grenoble-Valence, section Voreppe-Bourg-de-Péage ;

Vu le décret du 21 décembre 1990 portant classement dans la voirie autoroutière de la voie nouvelle entre l'autoroute A 48 à Voreppe et l'échangeur de Tullins (Isère) ;

Vu les plans d'occupation des sols des communes de Chatte, Saint-Sauveur, Saint-Lattier et Saint-Marcellin dont la révision a été approuvée par délibération des conseils municipaux respectivement en date des 14 mars 1991, 21 mars 1991, 27 mars 1991 et 1^{er} juillet 1991 ;

Vu les plans d'occupation des sols approuvés des communes de Moirans, Saint-Quentin-sur-Isère, Tullins, Vinay, Saint-Bonnet-de-Chavagne dans le département de l'Isère et des communes d'Hostun, Chatuzange-le-Goubet et Bourg-de-Péage dans le département de la Drôme ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Grenoble en date du 15 novembre 1990 nommant les membres de la commission d'enquête ;

Vu l'arrêté des préfets des départements de l'Isère et de la Drôme en date du 30 novembre 1990 prescrivant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique portant sur le projet de construction de la section autoroutière Voreppe (A 48)-Bourg-de-Péage (R.N. 532) de la liaison Grenoble-Valence et la mise en compatibilité corrélatrice des plans d'occupation des sols des communes précitées ;

Vu le dossier de l'enquête publique ouverte sur le projet, notamment l'avis de la commission d'enquête en date du 7 mars 1991 ;

Vu les procès-verbaux des réunions tenues en application de l'article L. 123-8 du code de l'urbanisme et portant sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes précitées en date des 19 avril 1991 (Drôme), 5, 9 et 12 avril 1991 (Isère) ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Moirans en date du 30 mai 1991, Saint-Quentin-sur-Isère en date du 3 juin 1991, Tullins en date du 4 juillet 1991, Vinay en

date du 20 juin 1991, Saint-Bonnet-de-Chavagne en date du 26 juin 1991, dans le département de l'Isère, Hostun en date du 2 mai 1991, Bourg-de-Péage en date du 10 juin 1991, Chatuzange-le-Goubet en date du 29 mai 1991, dans le département de la Drôme ;

Vu le procès-verbal de clôture de la conférence mixte à l'échelon central en date du 23 août 1991 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de construction de l'autoroute A 49 Voreppe (A 48)-Bourg-de-Péage (R.N. 532), conformément au plan au 1/50 000 annexé au présent décret (1).

Art. 2. - Les expropriations éventuellement nécessaires à l'exécution des travaux devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent décret.

Art. 3. - Le présent décret emporte la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes ci-après :

Moirans, Saint-Quentin-sur-Isère, Tullins, Vinay, Saint-Bonnet-de-Chavagne (Isère), Bourg-de-Péage, Hostun et Chatuzange-le-Goubet (Drôme), conformément aux documents annexés au présent décret.

Il sera fait application de l'article R. 123-36 du code de l'urbanisme pour la mise à jour des plans d'occupation des sols de ces communes.

Art. 4. - Le maître d'ouvrage sera tenu de remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles dans les conditions prévues à l'article 10 de la loi du 8 août 1962 susvisée.

Art. 5. - Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 octobre 1991.

EDITH CRESSON

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de l'espace,*
PAUL QUILÈS

(1) Ce document peut être consulté à la direction départementale de l'équipement de l'Isère, 9, quai Créqui, 45 X, 38040 GRENOBLE CEDEX, et à la direction départementale de l'équipement de la Drôme, 29, côte des Chapeliers, B.P. 1013, 26010 Valence.

Arrêté du 30 septembre 1991 instituant une sous-commission chargée des questions de contrôle technique au sein de la commission centrale des automobiles et de la circulation générale

NOR : EQU9101504A

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace,

Vu l'arrêté du 13 juillet 1960 modifié relatif à l'organisation de la commission centrale des automobiles et de la circulation générale ;

Vu l'avis de la commission centrale des automobiles et de la circulation générale du 22 avril 1991 ;

Sur la proposition du directeur de la sécurité et de la circulation routières,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Il est institué au sein de la commission centrale des automobiles et de la circulation générale près du ministre chargé des transports une sous-commission chargée des questions de contrôle technique des véhicules.

Cette sous-commission, dite du « contrôle technique », a une mission consultative pour toute question relative aux conditions d'exercice du contrôle technique des véhicules. Elle a notamment à connaître du bilan annuel des visites techniques.

Art. 2. - La sous-commission est constituée de représentants des administrations compétentes, des acteurs économiques et des usagers.

Direction Départementale des territoires

Valence,

**COMMUNE de CHATUZANGE LE GOUBET
MODIFICATION N°4
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification n°4

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Intitulé et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 13 juin 2018

Date de transmission au Préfet : le 15 juin 2018

Modalités de publicité :

- Affichage en mairie : à compter du 18 juin 2018
- Insertion dans la presse : le 21 juin 2018 (l'Impartial) et le 22 juin 2018 (Le Dauphin)

Date à laquelle la délibération devient exécutoire :

22 juin 2018

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

Signé Tanguy QUEINEC

Copie : SATR/PA – unité territoriale Nord

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2018.56 Séance du 13 juin 2018

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 13 juin 2018 à 20h30, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 7 juin 2018 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Étaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Céline LOPEZ, M. Jean-Marc ANDRÉ, M. Daniel ABRIAL, M. Michel FAURE, Mme Nadine NICOLAS, Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : M. Roger-Pierre ROLLAND à M. Gilles GARNIER, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Aurélie FÉLIX, Mme Laurence THON à M. Gérard ALLIBE, Mme Nathalie VALETTE à M. Fabrice GAY, M. Michel BOURGEOIS à Mme Laurence LOPES DA SILVA.

Conseillers municipaux présents : 19

M. Jean-Marc ANDRÉ a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification n° 4 - approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L101-1 à L101-3 et les articles L153-36 à L153-44 ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme, qui a fait l'objet d'une mise en compatibilité approuvée le 6 février 2014, d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 16 juin 2014, d'une modification de droit commun n°1 approuvée le 20 juin 2014 et des modifications de droit commun n°2 et n°3 approuvées le 4 juin 2015 ;

Vu l'arrêté du Maire n°2017.131 du 21 avril 2017 prescrivant la modification n°4 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal n°2018-73 en date du 5 mars 2018 et l'arrêté municipal n°2018-138 du 23 avril 2018 soumettant la modification n°4 du plan local d'urbanisme à l'enquête publique ;

Vu le dossier soumis à enquête publique en vue notamment de satisfaire aux objectifs suivants :

- Modifier le règlement écrit et graphique (pièces 3a et 3b du PLU) pour autoriser les annexes et les extensions des constructions d'habitation existantes dans les zones A et N,
- Modifier le règlement écrit (pièce 3a du PLU) afin d'ajuster certaines règles notamment dans les zones Ua, Uc, Ud, Ue, Ui et AUag,
- Modifier le règlement graphique (pièce 3b du PLU) pour ajouter et/ou supprimer de nouveaux bâtiments susceptibles de changer de destination au titre de l'article L151-11 du Code de l'urbanisme,
- Supprimer l'orientation d'aménagement intitulée « Aménagement de la zone UD des Chirouzes » (pièce 2b du PLU),
- Corriger le cas échéant d'éventuelles erreurs matérielles et réaliser des ajustements mineurs lors de la rédaction détaillée du dossier de modification.

Vu le rapport, les conclusions motivées, les remarques et l'avis favorable du commissaire enquêteur sans réserve ;

Entendu les avis des personnes publiques associées ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements suivants à la modification prévue :

Modifications apportées dans le cadre de la prise en compte de l'avis des Personnes publiques associées :

- Ajuster la dénomination des routes départementales à l'article 8 de la pièce n°3a du PLU et compléter l'article N6 sur le recul des constructions (avis du Conseil départemental de la Drôme),
- Autoriser l'hébergement touristique et hôtelier dans les changements de destination des bâtiments agricoles repérés (avis du Syndicat Mixte du SCOT Rovaltain),
- Réduire la dimension des annexes à 35 m² en zone A et N (avis de la CDPENAF de M. le Préfet), étant précisé que la commune maintient la distance des annexes aux habitations à 25 m pour des

raisons de topographie, de configuration des parcelles et de leur occupation (constructions existantes, protection végétation existante, etc.),

- Adapter la rédaction des prescriptions en matière de risques en zone A et N et supprimer les abris en bois pour animaux parqués (avis de la CDPENAF),
- Préciser que l'aménagement dans le volume existant des habitations ne devra pas créer de logement supplémentaire (avis de la CDPENAF),
- Supprimer le secteur Np qui ne se justifie plus (avis du Préfet de la Drôme et de la CDPENAF),
- Se référer à l'article L151-11 du code de l'urbanisme et non pas à l'article L 123-3-1 concernant le changement de destination dans les zones A et N (avis du Préfet de la Drôme),
- Concernant les bâtiments repérés au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme, suite à l'avis de M. le Préfet du 27 novembre 2017, Monsieur le Maire a sollicité un entretien avec M. le Secrétaire Général. Lors de cette rencontre, le 22 février 2018, la commune a justifié le maintien de l'ensemble des bâtiments repérés. Un argumentaire avec des photos a été remis. En complément de cet entretien, il a été envoyé à M. le Secrétaire Général le 16 avril 2018, à sa demande, des plans de situation de chaque bâtiment afin de démontrer que les bâtiments ciblés font partie intégrante de bâti déjà existant. En réponse à notre courrier du 16 avril 2018, M. le Préfet a émis un second avis le 24 mai 2018. La commune prend en compte ce dernier avis.

Modifications apportées dans le cadre de la prise en compte de l'enquête publique :

- Dans l'ensemble des zones urbaines, la surface des piscines n'est plus comptabilisée dans la surface des annexes afin d'assurer une cohérence entre le règlement de la zone U et de la zone A et N,
- Le règlement de la zone Ue a été complété afin d'autoriser les constructions en limite séparative à condition que la hauteur de celles-ci ne dépasse pas 3 mètres au faitage. Cette disposition est également applicable aux annexes,
- L'article 11 du règlement du PLU concernant les aspects, enduits et couleurs a été modifié afin d'accepter les tuiles et menuiseries extérieures de couleur anthracite,
- Le zonage a été modifié pour que la halle remarquable (en très mauvais état) ne soit plus identifiée sur les parcelles cadastrées AV n°257 et n°259,
- Création d'un STECAL sur la parcelle AH 90 afin de permettre une extension de 30 m² du restaurant existant,
- Suppression d'un arbre repéré au plan de zonage (parcelle BH n°24) ne présentant pas de caractère remarquable,
- Article 10 du règlement : la hauteur maximale des clôtures en zone A et N sera portée à 2 mètres, comme dans les zones urbaines afin de rectifier une incohérence. De plus, les dépassements ponctuels jusqu'à 3,5 mètres pour les portails et piliers seront autorisés dans l'ensemble des zones.

Considérant que la modification n°4 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L153-43 du code de l'urbanisme ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la modification du plan local d'urbanisme n°4 telle qu'elle est annexée à la présente.
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales.
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité.
- **DIT** que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**COMMUNE de CHATUZANGE LE GOUBET
DÉCLARATION DE PROJET N°2
EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU**

Approbation de la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLU

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 23 janvier 2018

Date de transmission au Préfet : 08 février 2018

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : le 26 janvier 2018
- Insertion dans la presse : le 26 janvier 2018 (Dauphiné Libéré) et le 25 janvier 2018 (L'Impartial)

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:

30 janvier 2018

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

Signé Tanguy QUEINEC

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2018.06 Séance du 23 janvier 2018

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 23 janvier 2018 à 20h30, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 17 janvier 2018 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Daniel ABRIAL, M. Michel FAURE, Mme Nadine NICOLAS, M. Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, M. Michel BOURGEOIS, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : M. Roger-Pierre ROLLAND à M. Christian GAUTHIER, M. Jean-Marc ANDRÉ à M. Gérard COLOMBET, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Marie-Louise BERBIGUIER, M. Gérard ALLIBE à Mme Laurence THON, Mme Nathalie VALETTE à M. Michel BOURGEOIS.

Absents excusés : M. Philippe VIVET.

Conseillers municipaux présents : 19

M. Pierre MELESI a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la déclaration de projet n°2 relative au projet de construction d'une école maternelle au Goubet emportant mise en compatibilité du PLU

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;
Vu la mise en compatibilité du PLU approuvée le 6 février 2014 suite à une déclaration de projet n°1, la modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 16 juin 2014, la modification n°1 du PLU approuvée le 20 juin 2014, les modifications n°2 et n°3 du PLU approuvées le 4 juin 2015 ;
Vu la délibération du conseil municipal du 22 février 2017 relative au projet de construction d'une école maternelle au Goubet et à la définition des objectifs, du programme des travaux et de l'enveloppe prévisionnelle ;
Vu l'arrêté du Maire n°2017.356 du 30 octobre 2017 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLU ;
Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées tenue le 23 octobre 2017 ;
Vu le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;
Vu le dossier de déclaration de projet portant sur le projet de construction d'une école maternelle au Goubet emportant mise en compatibilité du PLU annexé à la présente délibération ;

Monsieur le rapporteur expose :

Par arrêté n°2017.356 en date du 30 octobre 2017 Monsieur le Maire a prescrit l'ouverture, en mairie de Chatuzange le Goubet, d'une enquête publique du 20 novembre 2017 à 8h00 jusqu'au 22 décembre 2017 à 17h30 inclus. Cette enquête a porté :

- d'une part sur l'intérêt général du projet de construction d'une école maternelle au Goubet,
- d'autre part sur la mise en compatibilité du PLU avec le projet.

Rappel du projet :

Par délibération du conseil municipal en date du 22 février 2017 n°2017-9, la commune de Chatuzange le Goubet a lancé un projet de construction d'une école maternelle au Goubet. L'emprise foncière support du projet se situe route des Moulins au nord du parking existant, sur une emprise d'environ 4 500m². La parcelle correspondant au projet est à détacher de la parcelle cadastrée section BH n°475. Cette parcelle est classée en zone A au PLU.

Déroulement de la procédure :

Préalablement à l'ouverture de l'enquête et conformément aux dispositions l'article L153-54 du code de l'urbanisme, le dossier de déclaration de projet a été transmis aux personnes publiques associées (PPA). Une réunion d'examen conjoint avec ces PPA a été organisée le 23 octobre 2017.

Conformément au procès-verbal de synthèse de la réunion d'examen conjoint avec les PPA, le dossier d'approbation de la déclaration de projet n°2 prend en compte certaines remarques formulées, à savoir :

- le site de la future école maternelle et du parking initialement classé en zone à urbaniser 'AUae' sera classé en zone urbaine 'Uae' ;

- l'intégration dans l'orientation d'aménagement du principe de halle anti-dérive en frange Est et Nord du site de l'école maternelle.

Déroulement de l'enquête publique et avis du commissaire enquêteur :

M. Gérard Thévenet a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal administratif de Grenoble.

Conformément à l'arrêté n°2017.356 en date du 30 octobre 2017, l'enquête publique s'est tenue du 20 novembre 2017 à 8h00 jusqu'au 22 décembre 2017 à 17h30 inclus. Le dossier d'enquête et le registre destiné au recueil des observations du public, ont été laissés à la disposition du public en mairie. Il a pu être consulté sur un poste informatique en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture et a été mis à disposition sur le site Internet de la commune.

Le commissaire enquêteur a assuré 4 permanences : le lundi 20 novembre de 8h à 11h, le jeudi 30 novembre de 14h30 à 17h30, le mercredi 6 décembre de 8h00 à 11h00 et le vendredi 22 décembre de 14h30 à 17h30.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le 6 janvier 2018 et a émis un avis favorable sans réserve à la déclaration de projet n°2 relative au projet de construction d'une école maternelle au Goubet emportant mise en compatibilité du PLU. Trois recommandations ont été assorties, à savoir :

- recommandation n°1 : le classement en zone urbaine de ce secteur (parking et assiette de la construction) ;
- recommandation n°2 : les compléments apportés à l'orientation d'aménagement ;
- recommandation n°3 : la sécurisation de la future liaison douce.

Comme indiqué ci-avant, le dossier d'approbation de la déclaration de projet n°2 prend en compte certaines remarques formulées par les PPA et correspondant aux recommandations n°1 et n°2 du commissaire enquêteur.

Quant à la recommandation n°3, la solution de prévoir le cheminement en frange ouest du parking nécessite une étude technique. Le tracé définitif du cheminement doux sera validé dès que l'étude technique aura établi les contraintes et les solutions techniques ainsi que le coût.

L'orientation d'aménagement a été modifiée pour intégrer, sous la forme d'une variante, la possibilité de réaliser le cheminement piéton en frange ouest du site (en rive droite du Charlieu).

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements présentés ci-avant ;

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet de construction d'une école maternelle au Goubet ;
- **APPROUVE** la mise en compatibilité du PLU en vue de la réalisation du projet de construction d'une école maternelle au Goubet ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité ;
- **DIT** que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet.

La présente délibération, accompagnée du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**COMMUNE de CHATUZANGE LE GOUBET
MODIFICATIONS n°2 ET n°3
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation des modifications n° 2 et n°3

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibérations du Conseil Municipal du 4 juin 2015

Date de transmission au Préfet : 09 juin 2015

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : 9 juin 2015
- Insertion dans la presse : 11 juin 2015

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:

9 juillet 2015

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

Le Responsable de
l'Unité Territoriale Nord


Tanguy Quéinéc

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2015.40 Séance du 4 juin 2015

Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet

Le 4 juin 2015 à 20h, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 29 avril 2015 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Michel FAURE, M. Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Agnès FAY, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Nathalie VALETTE, Mme Aurélie FELIX.

Ont donné pouvoir : M. Daniel ABRIAL à M. Michel FAURE, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, M. Jean-Marc ANDRE à M. Christian GAUTHIER, Mme Nadine NICOLAS à M. Pascal BERRANGER, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Laurence LOPES DA SILVA, M. Philippe VIVET à M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Michel BOURGEOIS à Mme Nathalie VALETTE.

Conseillers municipaux présents : 20

Monsieur Christian RAMAT a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Plan local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification n° 2 - approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (ALUR) ;

Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 1^{er} octobre 2014 prescrivant la modification n°2 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal n°2015-12 en date du 11/02/2015 soumettant la modification n°2 du plan local d'urbanisme à l'enquête publique ;

Vu le dossier soumis à enquête publique en vue notamment de satisfaire aux objectifs suivants :

- Ouvrir à l'urbanisation les secteurs de « la Distillerie », de « Tendillon et les Chaux », « Les granges et le Liouds » ;
- Modifier le règlement écrit afin d'ajuster l'article 6 et 7 de deux secteurs classés actuellement en zone Uc et AUai,
- Modifier le règlement écrit afin d'ajuster l'article 10 d'un secteur classé en zone Uc et d'un secteur classé en zone Ud,
- Classer en zone urbaine les opérations d'aménagements réalisées.

Entendu les avis des personnes publiques associées ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements suivants à la modification prévue :

- L'ouverture à l'urbanisation sur les secteurs de « la Distillerie, Tendillon et les Chaux » ainsi que « Les Granges et les Liouds » doit faire l'objet d'une réflexion globale et donc s'inscrire dans le cadre de la révision générale du PLU en cours (prescrite le 12 février 2013),
- La rédaction de l'article 7 de la zone UC (implantation des constructions par rapport aux limites séparatives) doit être repris afin que le secteur UC1 nouvellement créé au lieu-dit « Les Guerres » soit réglementé.

Considérant que la modification n°2 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal lève les réserves formulées par le Commissaire enquêteur ;

Considérant que la modification n°2 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la modification du plan local d'urbanisme n°2, telle qu'elle est annexée à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Drôme ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire :
 - dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications ;
 - après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jour, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le : **09 JUIN 2015**
La notification le :
La publication le : **10 JUIN 2015**
Le Maire :



Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2015.41 Séance du 4 juin 2015

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 4 juin 2015 à 20h, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 29 avril 2015 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Michel FAURE, M. Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Mme Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Agnès FAY, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Nathalie VALETTE, Mme Aurélie FELIX.

Ont donné pouvoir : M. Daniel ABRIAL à M. Michel FAURE, Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, M. Jean-Marc ANDRE à M. Christian GAUTHIER, Mme Nadine NICOLAS à M. Pascal BERRANGER, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Laurence LOPES DA SILVA, M. Philippe VIVET à M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Michel BOURGEOIS à Mme Nathalie VALETTE.

Conseillers municipaux présents : 20

Monsieur Christian RAMAT a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Plan local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification n° 3 - approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 19 novembre 2014 prescrivant la modification n°3 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal n°2015-12 en date du 11/02/2015 soumettant la modification n°3 du plan local d'urbanisme à l'enquête publique ;

Vu le dossier soumis à enquête publique en vue notamment de satisfaire aux objectifs suivants :

- Reclasser une partie de la zone AUa au lieu-dit « Les Buissonniers » en zone AU, sur une surface d'environ 2,6 ha,
- Modifier le taux d'espaces verts en zone AUa et sur certains secteurs urbains,
- Adapter les distances d'implantation par rapport aux limites séparatives sur certains secteurs urbains,

Entendu les avis des personnes publiques associées ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête et de la consultation des personnes publiques associées justifient les changements suivants à la modification prévue :

- Les dispositions réglementaires introduites au sein des zones Ue (articles 7 et 13) ne sont pas maintenues car elles semblent limiter de manière trop importante l'optimisation du tissu urbain. La réflexion sur la densification des zones Ue sera toutefois traitée dans le cadre de la révision générale du PLU en cours (prescrite le 12 février 2013),

Considérant que la modification n°3 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal lève les réserves formulées par le Commissaire enquêteur ;

Considérant que la modification n°3 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la modification du plan local d'urbanisme n°3 telle qu'elle est annexée à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au

recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;

- **DIT** que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Drôme ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire ;
 - dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications ;
 - après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

La présente délibération, accompagnée du dossier de plan local d'urbanisme modifié qui lui est annexé, est transmise au préfet.

Ainsi fait et délibéré,
Les jour, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le : **09 JUIN 2015**
La notification le :
La publication le : **10 JUIN 2015**
Le Maire :



Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2014.72 : Séance du 20 juin 2014

Reçu le

Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet

09 JUL. 2014

Le 20 juin 2014 à 20h30, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 13 juin 2014 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

La séance débute à 20h30.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER ; M. Gérard COLOMBET ; Mme Nathalie HELMER ; Mme Elisabeth DURAND ; M. Gilles GARNIER ; M. Roger-Pierre ROLLAND ; M. Daniel ABRIAL ; M. Michel FAURE ; Mme Michèle RICHARD ; M. Jean-Marc ANDRE ; Mme Nadine NICOLAS ; M. Christian RAMAT ; M. Gérard ALLIBE ; Mme Véronique COLLADELLO ; Mme Laurence LOPES DA SILVA ; Mme Marie-Louise BERBIGUIER ; Mme Agnès FAY ; Mme Mireille DEYGAS ; M. Fabrice GAY ; M. Philippe VIVET ; Mme Nathalie VALETTE ; M. Michel BOURGEOIS ; Melle Aurélie FELIX.

Ont donné pouvoir : Mme Céline LOPEZ à Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER à M. Gérard COLOMBET, M. Pierre MELESI à Mme Nathalie VALETTE, Mme Laurence THON à M. Gérard ALLIBE.

Conseillers municipaux présents : 23

Monsieur Philippe VIVET a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Plan local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification n° 1 - approbation

Rapporteur : Monsieur le Maire

Vu le code de l'urbanisme ;
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) ;
Vu la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;
Vu la délibération du conseil municipal du 28 novembre 2013 prescrivant la modification du plan local d'urbanisme ;
Vu l'arrêté municipal n°2014-70 en date du 7 avril 2014 soumettant la modification du plan local d'urbanisme à l'enquête publique ;
Vu le dossier soumis à enquête publique en vue notamment de satisfaire aux objectifs suivants :

- Modifier partiellement la limite de la zone AUag, la Commune prévoit, le long de la rue du Vercors, la construction d'une caserne de gendarmerie dont le terrain d'assiette est inférieur à la superficie de la zone AUag sur laquelle va s'implanter l'équipement. La superficie de la zone AUag sera donc réduite en passant de 1,5 ha à environ 9 500 m². En outre, la Commune souhaite que l'article AUag 11 (« Aspect extérieur - Aménagement des abords ») ne soit pas révisé.
- Modifier le règlement graphique (plan de zonage) : l'objectif est de porter le recul des constructions d'habitation le long de la rue du Vercors (D149B) à 15 m au lieu de 25 m, au même titre que les constructions à vocation d'activité ;
- Modifier le règlement écrit afin d'imposer une superficie minimale des terrains constructibles dans les zones Ue du PLU qui correspondent à des secteurs d'habitat diffus peu denses.

Entendu les avis des personnes publiques associées ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête justifient les changements suivants à la modification prévue :

- Pour tenir compte de la promulgation de la loi ALUR du 24 mars 2014 les modifications du règlement de la zone Ue, non conformes à cette loi, proposées dans le dossier d'enquête publique seront supprimées. A savoir :
 - Le passage du COS de 0,4 à 0,2
 - l'instauration d'une surface minimum de 1200m² pour les constructions dans des zones Uep
 -

- la limitation des droits de construction sur les parties résiduelles de terrain issues d'une division de moins de 10ans

Considérant que la modification du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément à l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** la modification du plan local d'urbanisme telle qu'elle est annexée à la présente.
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales.
- **DIT** que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme modifié est tenu à la disposition du public en mairie de Chatuzange le Goubet ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Drôme.
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire :
 - dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications ;
 - après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La notification le :
La publication le :
Le Maire :

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2014.62 : Séance du 16 juin 2014

Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet

Le 16 juin 2014 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 10 juin 2014 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

La séance débute à 20h00.

Etalent présents : M. Christian GAUTHIER ; M. Gérard COLOMBET ; Mme Nathalie HELMER ; M. Pascal BERRANGER ; Mme Elisabeth DURAND ; M. Gilles GARNIER ; Mme Céline LOPEZ ; M. Roger-Pierre ROLLAND ; M. Daniel ABRIAL ; M. Michel FAURE ; Mme Michèle RICHARD ; M. Jean-Marc ANDRE ; Mme Nadine NICOLAS ; M. Christian RAMAT ; M. Pierre MELESI ; M. Gérard ALLIBE ; Mme Véronique COLLADELLO ; Mme Laurence LOPES DA SILVA ; Mme Laurence THON ; Mme Marie-Louise BERBIGUIER ; Mme Mireille DEYGAS ; M. Fabrice GAY ; M. Philippe VIVET ; Mme Nathalie VALETTE ; M. Michel BOURGEOIS ; Melle Aurélie FELIX.

Ont donné pouvoir : Mme Agnès FAY à M. Gilles GARNIER

Conseillers municipaux présents : 26

Madame Nathalie VALETTE a été désignée secrétaire de séance.

Objet : Plan local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 20 novembre 2012 - Procédure de modification simplifiée n° 1 - approbation

Rapporteur : Pascal BERRANGER

Monsieur Pascal Berranger expose le projet de modification simplifiée n°1 du PLU qui porte sur 2 points :

Point n°1 : La modification simplifiée concerne la rédaction de l'article 3 des zones Ua, Uc, Ud, Ue et AUa pour lesquelles il est imposé la réalisation d'une raquette de retournement de 11m de rayon qui pose difficulté dans son application et qui ne se justifie plus dans le contexte actuel.

Le règlement du PLU, bien que révisé au courant de l'année 2012, a été rédigé pour l'essentiel au cours de l'année 2004. Cette prescription, concernant les voiries en impasse, était dictée par le service de ramassage des ordures ménagères qui pénétrait dans les lotissements. La technique de collecte a évolué. Celle-ci est maintenant organisée par le biais de containers de regroupement implantés en bordure des opérations (excepté si l'importance de l'opération nécessite un ramassage interne). Cette disposition, dictée par le mode de ramassage des ordures ménagères, est obsolète et très consommatrice d'espace.

Point n°2 : Le projet concerne également la légende des « pastilles » du plan de zonage qui est insuffisamment précise pour l'application des marges de recul s'appliquant à la voirie communale.

Le règlement graphique n'indique pas la référence prise pour l'application de la « trouée » pour le recul des constructions.

L'application des marges, de 8 ou 9m, par rapport à l'alignement est contradictoire à l'esprit du PLU et peu économe en foncier.

Par ailleurs, la quasi-totalité des constructions se situe, dans les zones les plus denses, d'ores et déjà à 8 ou 9 mètres de l'axe des voies et non pas à 8 ou 9 mètres de l'alignement par rapport aux emprises publiques.

Aussi, afin d'explicitier la volonté des rédacteurs du PLU visant notamment, dans la zone urbaine du bourg de Chatuzange le Goubet, à « une densification douce du centre » « et présentant une typologie plus urbaine (alignement) », la légende du règlement graphique sera précisé : la distance d'implantation des constructions le long des voies communales sera mesurée par rapport à l'axe de la voie.

En conséquence, et conformément à l'article L 123-13-3 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée du PLU a été engagée.

Rappel de la procédure :

Par délibération n° 2014-48 du 9 avril 2014, le conseil municipal a défini les modalités de la mise à disposition du public relatives au projet de la modification simplifiée n° 1 du PLU.

Cette délibération a fait l'objet d'un affichage durant un mois à la mairie.

Cette délibération a également été transmise, avec le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU, à Monsieur Préfet de la Drôme, et aux personnes publiques associées les 7 et 8 avril 2014.

Un avis administratif informant le public de la période et des modalités de mise à disposition a été inséré dans le journal L'Impartial et a été affiché en mairie le 11 avril 2014.

Conformément à l'article L 123-13-3 du code de l'urbanisme, le dossier de modification simplifiée n° 1, présentant notamment l'exposé de ses motifs, ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à disposition, à la mairie de Chatuzange le Goubet.

Cette mise à disposition s'est déroulée du samedi 26 avril 2014 au mardi 27 mai 2014 inclus.

Le dossier a été complété par l'avis de l'ARS Rhône Alpes (Agence Régionale de Santé) dès sa réception le 9 mai 2014. L'ARS indique n'avoir aucune observation relative à ce projet.

Le dossier a été complété par l'avis de l'INAO (Institut national de l'origine et de la qualité) dès sa réception le 22 mai 2014. L'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ces modifications, dans la mesure où elles n'ont pas d'incidence directe sur les AOC (Appellation d'Origine Contrôlée)/AOP (Appellation d'Origine Protégée) et IGP (Indication géographique protégée) concernées.

L'avis favorable de Valence Romans Sud Rhône Alpes a été réceptionné le 28 mai 2014, soit après la fin de la mise à disposition au public.

Le dossier a également été consultable sur le site internet de la Commune : www.chatuzangelegoubet.fr pendant toute la période de mise à disposition et a été complété de l'avis des personnes publiques citées ci avant.

Cinq observations ont été déposées dans le registre, pendant la durée de mise à disposition. Après avoir pris connaissance du dossier deux personnes ont émis un avis favorable, une autre n'est pas opposée au projet, une quatrième indique ne pas avoir de remarque particulière à formuler et enfin la dernière précise avoir pris connaissance du dossier.

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-13, R 123-20-1 et R 123-20-2,

VU l'arrêté du maire n°2014-41 du 25 mars 2014 portant mise en œuvre de la modification simplifiée n°1 du PLU ;

VU la délibération du conseil municipal n° 2014-48 du 9 avril 2014 définissant les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'avis favorable de la commission urbanisme du 26 mai 2014 ;

CONSIDERANT que le porter à la connaissance du public qui s'est déroulé du 26 avril 2014 au 27 mai 2014 inclus n'a fait l'objet d'aucune observation remettant en cause le projet ;

CONSIDERANT que la modification simplifiée du PLU est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

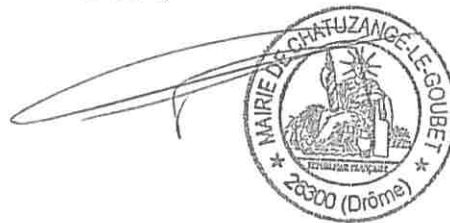
- **APPROUVE** le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU ; tel qu'il a été mis à disposition du public ;
- **PRECISE** que la présente délibération :
 - sera transmise à Monsieur le Préfet de la Drôme,
 - fera l'objet d'un affichage pendant un mois à la Mairie de Chatuzange le Goubet,

- fera l'objet d'une mention insérée dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département,
- sera publiée au recueil des actes administratifs, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme,
- sera tenue à la disposition du public ainsi que le dossier d'approbation à la mairie de Chatuzange le Goubet aux jours et heures habituels d'ouverture.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La notification le :
La publication le :
Le Maire :



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2014.15 : Séance du 06 février 2014

Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet



Le 06 février 2014 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 31 janvier 2014 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

La séance débute à 20h00.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER ; M. Gérard COLOMBET ; Mme Elisabeth DURAND ; M. Jean-François ROUVEURE ; M. Pascal BERRANGER ; M. Gilles GARNIER ; Mme Edith CAUCHARD ; Mme Nathalie VALETTE ; M. Michel BOUVAT ; Mme Laetitia GIOL ; Melle Aurélie FELIX ; M. Michel FAURE ; Mme Elodie COMBET ; Mme Laurence LOPES DA SILVA ; M. Vincent CARAT ; Mme Véronique COLLADELLO ; M. Daniel ABRIAL ; Mme Nicole MELESI ; Mme Mireille DEYGAS ; Mme Michèle RICHARD ; M. Jacky LAMURE ; M. Roger-Pierre ROLLAND ; Mme Sylvie BESSET

Ont donné pouvoir : M. Adrien PRAL à M. Jean-François ROUVEURE ; Mme Nathalie LOSTAGLIO à Mme Elisabeth DURAND

Etaient absents excusés : M. Jacques LUNEL ; M. Adrien PRAL ; Mme Nathalie LOSTAGLIO ; M. Jérôme AVRIL

Conseillers municipaux présents : 23

Monsieur Roger-Pierre ROLLAND a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation de la mise en compatibilité du PLU

Rapporteur : Monsieur Pascal BERRANGER

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.300-6, L.123-14, L.123-14-2, R.123-21-1,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-10,

Vu le procès-verbal de la réunion du 8 juillet 2013 portant sur l'examen conjoint du projet avec les personnes publiques associées ;

Vu l'avis de l'Institut National des Appellations d'Origine Contrôlée en date du 2 août 2013 ;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture en date du 9 juillet 2013 ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale n°A08213U0024 en date du 18 juillet 2013

Vu l'arrêté du maire n°2013-188 en date du 29 octobre 2013 soumettant à enquête publique la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU et comprenant le procès-verbal de l'examen conjoint avec les personnes publiques associées et les avis des personnes publiques consultées,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur,

Vu le dossier de mise en compatibilité du PLU,

Considérant que le projet tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **DECLARE** d'intérêt général le projet d'extension de la zone d'activité de « La Part Dieu » ;
- **APPROUVE** la mise en compatibilité du PLU telle qu'elle est annexée à la présente délibération ;
- **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public ;
- **INDIQUE** qu'une mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparents, dans un journal diffusé dans le département ;
- **INDIQUE** que la commune n'étant pas couverte par un SCot approuvé, la présente délibération sera exécutoire :
 - dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
 - après accomplissement des mesures de publicité.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La notification le :
La publication le : 12 FEV. 2014
Le Maire :



Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,



Conseil Municipal du 6 février 2014



Commune de CHATUZANGE LE GOUBET

**Révision
du PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la révision

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 20 novembre 2012

Date de transmission au Préfet : 6 décembre 2012

Mesures de publicité

- ➔ Affichage en mairie : 7 décembre 2012
- ➔ Insertion dans la presse : 30 novembre 2012

Contrôle de légalité

- ➔ Date de la lettre au maire :
- ➔ Observations :

Date à laquelle la délibération devient exécutoire

06/01/13

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Planification,


Claudie BUARD

Copie : SATR – SATR/PP – UT Nord

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2012.96 : Séance du 20 novembre 2012

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 20 novembre 2012 à 20h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 13 novembre 2012 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

La séance débute à 20h00.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER ; M. Gérard COLOMBET ; Mme Elisabeth DURAND ; M. Jean-François ROUVEURE ; M. Pascal BERRANGER ; M. Gilles GARNIER ; Mme Edith CAUCHARD ; M. Michel BOUVAT ; Mme Laetitia GIOL ; Mlle Aurélie FELIX ; M. Michel FAURE ; Mme Elodie COMBET ; Mme Laurence LOPES DA SILVA ; Mme Véronique COLLADELLO ; Mme Mireille DEYGAS ; M. Roger-Pierre ROLLAND ; M. Jérôme AVRIL

Ont donné pouvoir : Mme Nathalie VALETTE à M. Gilles GARNIER ; M. Adrien PRAL à M. Gérard COLOMBET ; Mme Nathalie LOSTAGLIO à Mme Edith CAUCHARD ; M. Vincent CARAT à Mme Laetitia GIOL ; M. Daniel ABRIAL à M. Christian GAUTHIER ; Mme Nicole MELESI à M. Pascal BERRANGER ; Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND ; M. Jacky LAMURE à M. Jean-François ROUVEURE

Etaient absents excusés : Mme Nathalie VALETTE ; M. Jacques LUNEL ; M. Adrien PRAL ; Mme Nathalie LOSTAGLIO ; M. Vincent CARAT ; M. Daniel ABRIAL ; Mme Nicole MELESI ; Mme Michèle RICHARD ; M. Jacky LAMURE ; Mme BESSET Sylvie

Conseillers municipaux présents : 17

Monsieur Michel BOUVAT a été désigné secrétaire de séance.

Objet : Approbation du PLU

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 février 2002 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le débat du Conseil Municipal sur les orientations du PADD en date du 1^{er} février 2005 ;

Vu la délibération en date du 17 avril 2012 du Conseil Municipal arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation ;

Vu l'arrêté municipal n° 2012-115 en date du 19 juillet 2012 prescrivant l'enquête publique du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la réunion des Personnes Publiques Associées (PPA) en date du 26/10/2012 ;

Vu l'avis de la commission « Urbanisme » du 16/11/2012 ;

Pascal BERRANGER rappelle que le projet de P.L.U a été transmis pour avis aux personnes publiques et organismes associés à sa révision ainsi qu'aux communes limitrophes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui avaient demandé à être consultés sur le projet de P.L.U.

Le projet de P.L.U a été soumis à l'enquête publique par arrêté municipal n° 2012-115 en date du 19 juillet 2012. L'enquête publique s'est déroulée du 22 août 2012 au 22 septembre 2012 inclus.

Les avis rendus par les personnes publiques et organismes associés à la révision du P.L.U, les avis des communes limitrophes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ainsi que les observations du public et avis du commissaire enquêteur ont été examinés lors du groupe de travail du 26 octobre 2012.

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et de la consultation des différents services nécessitent des modifications du plan local d'urbanisme ;

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de Pascal BERRANGER, rapporteur,

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal, ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 1431-9 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de CHATUZANGE LE GOUBET ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires et dans les locaux de la préfecture ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire :
 - dès réception par le Préfet ;
 - après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Ainsi fait et délibéré,
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,
La transmission en Préfecture le :
La notification le :
La publication le :
Le Maire :

06 DEC. 2012

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,

